

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/BREXIT-et-champagne>

# **BREXIT (et champagne)**

- Empire et Résistance - Royaume-Uni -

Date de mise en ligne : vendredi 24 juin 2016

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Le vote du jeudi 23 juin est un moment historique capital. Il est aussi un grand moment pour la démocratie. En votant à 51,9% pour une sortie de l'Union européenne les électeurs britanniques ont donné une leçon de démocratie au monde, et à votre humble serviteur, et probablement changé notre futur.**

## Une leçon de démocratie

La leçon de démocratie est première, et elle se décline à plusieurs niveaux. Il faut ici saluer la décision du Premier-ministre britannique, M. David Cameron, de laisser les positions divergentes s'exprimer, que ce soit au sein du parti conservateur ou au sein du gouvernement. De même il convient de saluer la maturité des électeurs britanniques qui, légitimement choqués par la tragédie qu'a représenté l'assassinat de la députée travailliste Jo Cox, ne se sont pas laissés submerger par l'émotion et on maintenu leurs positions en faveur de la sortie de l'UE.

Bien sûr, tout ne fut pas parfait dans cette campagne. Il y a eu des outrances, de part et d'autres, et il y a eu des mensonges, comme ceux de George Osborne [[Les conséquences budgétaires du BREXIT](#)], le Ministre des finances ou ceux de tous les catastrophistes patentés de Bruxelles. La couverture des médias a été biaisée en faveur de l'option « rester », mais moins que ce qui serait survenu si un tel vote avait eu lieu en France [[Brexit ?](#)]. On a pu remarquer comment les milieux financiers faisaient une campagne hystérique pour que le Royaume-Uni reste dans l'Union européenne. Et ces milieux détiennent le nerf de la guerre, c'est-à-dire l'argent. Mais, on a pu aussi voir que les électeurs ne se laissaient pas outre mesure impressionner par l'argent ni les arguments d'autorité déversés dans les médias. Le succès de l'option « sortir » dans ce référendum peut alors être comparée au succès similaire du « non » lors du référendum sur le projet de Traité Constitutionnel Européen en France en 2005. Dans les deux cas, un électorat populaire et ouvrier s'est soulevé contre des « élites » autoproclamées et les journalistes à leur solde. Et le nouveau dirigeant du parti travailliste, M. Jeremy Corbyn, qui faisait campagne pour que le Royaume-Uni reste dans l'UE, a été désavoué par une partie significative de ses électeurs. Ces deux référendums témoignent de la vitalité des sentiments démocratiques dans les opinions des deux côtés de la Manche. Le référendum britannique, de plus, s'avère être un véritable camouflet pour le Président des Etats-Unis, qui avait fait le déplacement en Grande-Bretagne il y a quelques semaines pour inviter les électeurs à rester dans l'Union européenne, témoignant de ce fait de ce qu'est la véritable nature de l'UE.

Dernier élément de cette leçon de démocratie, David Cameron a dit qu'il entendait que la décision du peuple britannique soit respectée, et que la procédure juridique permettant une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne serait engagée. Ici aussi, cela tranche fortement avec le comportement des élites politiques françaises qui n'ont eu de cesse que de faire appliquer une décision qui avait été largement rejetée par les électeurs.

## Retour des Nations et déni de réalité

Cette leçon de démocratie aura des conséquences importantes pour le futur. Non pas tant des conséquences financières. L'agitation sur les marchés financiers va durer quelques jours, puis va se calmer quand les opérateurs prendront actes du fait que ce vote n'interrompra certainement pas les flux de marchandises ni la production. La Norvège et la Suisse ne font pas partie de l'UE et ne s'en portent pas mal, si l'on en croit les statistiques économiques. Les conséquences les plus importantes seront évidemment politiques.

Il faut ici rappeler que ce vote est le premier par lequel un pays membre de l'UE, et avant elle de la communauté économique européenne, ce que l'on appelait le marché commun, prend la décision démocratique de se séparer de ces institutions. En matière de précédent, mais aussi par son possible effet d'imitation, l'impact de cette décision sera considérable. D'ores et déjà, on peut voir que dans d'autres pays, comme les Pays-Bas, le Danemark ou la France, ce vote donne des idées aux différents partis eurosceptiques. Au-delà, la victoire de ceux que l'on nomme « populistes » lors des élections municipales italiennes, le M5S de Beppe Grillo, ou l'échec sur le fil du candidat du FPÖ à l'élection présidentielle en Autriche (et ce résultat fait d'ailleurs l'objet d'un recours en annulation), montre qu'il y a bien une forme de révolte contre l'Union européenne. Ce mouvement ; on pouvait le constater dans l'étude réalisée par le *Pew Research Center* où les opinions défavorables à l'UE l'emportent sur les opinions favorables dans 4 pays : L'Espagne, la Grèce, la France et le Royaume-Uni [<http://www.pewglobal.org/2016/06/07/euroskepticism-beyond-brexit/>].

Le vote britannique ne survient pas par hasard et c'est un tribut à l'ampleur du déni de réalité des élites européistes que ce vote ait pu constituer une telle surprise. La politique du déni étant ce qu'elle est, on ne doit pas s'attendre à une remise en cause sérieuse des options de la politique européenne par ceux-là mêmes qui l'ont mis en oeuvre. Il est donc probable que l'on assiste, dans les semaines qui viennent, à une surenchère dans cette politique. Mais, les faits sont têtus : tout engagement vers plus de « fédéralisme », plus d'options « supra-nationales » ne produira que plus de résistance de la part des peuples. Il faut espérer qu'ils soient rapidement consultés, car dans le cas contraire cette résistance pourrait prendre des formes violentes.

Ce vote britannique porte en lui la condamnation d'une forme du projet européen. La logique et le bon sens voudraient que l'on en prenne acte, et que l'on revienne à des formes plus respectueuses de la souveraineté, et donc de la démocratie, dans le cadre des nations qui constituent l'Europe.

## Importance et impasses de la « gauche » dans le combat pour la souveraineté

Il reste une dernière leçon à tirer. La victoire de l'option « sortir » n'a été possible en Grande-Bretagne que parce qu'une partie de l'électorat travailliste a, comme on l'a dit, voté au contraire des consignes données par la direction de son parti. Cela conduit alors à deux remarques. La première concerne le degré d'aveuglement des directions des partis sociaux-démocrates qui se refusent à admettre que les conséquences concrètes de l'union européenne sont négatives pour les classes populaires. Les réglementations européennes ont été le cheval de Troie de la dérégulation et de la financiarisation des économies nationales. Continuer aujourd'hui à prétendre changer l'UE de l'intérieur, à tenir le discours convenu sur « l'Europe sociale » constitue un mensonge qui se double d'une impasse stratégique. Ce mensonge doit être dénoncé sans relâche si l'on veut qu'un jour la gauche sorte de l'impasse dans laquelle elle s'est elle-même enferrée.

La seconde remarque tient à l'importance, pour le succès d'un vote que l'on peut qualifier de « souverainiste », d'un électorat traditionnellement situé à gauche. Cet électorat ne peut s'engager qu'à travers des médiations politiques spécifiques. En Grande-Bretagne, les comités « Labour for Leave » ont été déterminants dans le succès final du « Leave ». On peut en déduire l'importance de formes autonomes d'organisation structurant l'électorat de gauche pour que puisse s'y exprimer des options souverainistes.

Jacques Sapir · pour [RussEurope](#)

[RussEurope](#). Paris, 24 juin 2016 ·

\***Jacques Sapir** est un économiste français, il enseigne à l'EHESS-Paris et au Collège d'économie de Moscou (MSE-MGU). Spécialiste des problèmes de la transition en Russie, il est aussi un expert reconnu des problèmes financiers et commerciaux internationaux. Il est l'auteur de nombreux livres dont le plus récent est « La Démondialisation » (Paris, Le Seuil, 2011).